

Société de sobriété et de solidarité, condition de survie de l'humanité

Christian Arnsperger

FNRS & UCL

Conférence à Entraide & Fraternité

Namur, 30 janvier 2009

1. Une souveraineté fragile

Réfléchir sur la souveraineté alimentaire est peut-être l'une des tâches les plus urgentes de notre époque. C'est probablement aussi l'un des domaines les plus controversés qui soient. En effet, dans nos esprits modernes, l'idée même de souveraineté est étroitement liée à deux lieux communs : le marché globalisé et la démocratie de grande échelle. *Souveraineté économique du consommateur* et *souveraineté politique du citoyen* se combinent étroitement au sein de nos pseudo-démocraties capitalistes. Émerge la figure d'un citoyen-acheteur, qui attend d'un État central la protection de son revenu.

Certes, nous n'irons pas jusqu'à prétendre que le pouvoir politique se soit complètement dilué dans l'économie. Rien n'est moins vrai. Nous votons, nous exerçons bon an, mal an nos responsabilités de citoyens. Cependant, il est frappant de voir que le gros de nos revendications à l'égard de nos dirigeants concerne notre pouvoir d'achat. Exercer le pouvoir politique, c'est essayer de canaliser vers l'électeur un maximum de pouvoir d'achat, c'est-à-dire de ressources réelles accessibles grâce à un revenu monétaire. Actuellement, *la souveraineté politique concerne (en grande partie) la maximisation de la souveraineté du consommateur*, c'est-à-dire la possibilité pour un maximum de détenteurs de revenus d'accéder aux biens que le marché mondialisé peut lui offrir.

Citoyens du monde, nous le sommes avant tout à travers notre compte en banque qui, à condition d'être suffisamment fourni, nous permet d'accéder à la vaste « tuyauterie » des échanges économiques mondiaux. Citoyens de nos pays, nous le sommes surtout à travers nos demandes, adressées à nos élus, de pouvoir être protégés contre tout ce qui pourrait amoindrir notre accès – littéralement 24

heures sur 24 – à cette « tuyauterie ». Nous, citoyens-acheteurs, avons à notre disposition les services d'une planète entière, qui « tourne » sans cesse afin qu'avions et camions puissent livrer en temps et heure les divers points de vente, où chacun d'entre nous se rend aveuglément après son travail. Même quand on croit être conscient de la « mondialisation » et de la « globalisation », on ne se figure probablement pas toujours l'inouï grouillement d'activité et d'affairement par lequel des personnes, sur toute la planète, se consacrent sans discontinuer à acheminer des lieux de production aux lieux de consommation les innombrables denrées que notre carte de paiement ou de crédit nous permet d'acquérir en un ou deux « clics ». La roue des affaires tourne sans une milliseconde de répit, à en donner le vertige à qui en prend vraiment conscience.

Cette économie globalisée qui « ne dort jamais » fait éminemment partie de notre souveraineté de citoyens-acheteurs, à un point que nous ne soupçonnons même plus. A chaque instant de chaque heure de chaque journée, notre argent, nos réseaux de transports et nos traités commerciaux nous assurent l'accès à la Grande Tuyauterie, au grand réseau de « productoducs » plus ou moins virtuels qui – à l'instar des oléoducs et des gazoducs – quadrillent chaque parcelle de notre planète. L'expérience de ne pas trouver, dans le rayon habituel de notre supermarché ou de notre épicerie, l'inévitable paquet de pâtes s'apparente à celle de l'Inca se réveillant pour constater que le soleil, ce matin, ne s'est pas levé. C'est comme la fin du monde. Superbement souverains, nous n'osons y croire. Plusieurs siècles de commerce et de consolidation du capitalisme ont, semble-t-il, rendu notre approvisionnement local aussi inévitable que la course du soleil sur l'horizon.

Pourtant, notre souveraineté est singulièrement fragile. Nous qui nous pensons civilisés et pacifiques, cette fragilité même nous rend anxieux et, à l'occasion, féroces. La raison est évidente : étendre à l'ensemble du globe les réseaux d'interdépendance dans l'approvisionnement, cela inscrit chacun de nous au sein d'une division *mondiale* du travail dont la complexité n'a d'équivalent que les dispositifs multilatéraux (commerciaux comme financiers) censés en garantir le fonctionnement. En fait, l'un des rôles que nous donnons à nos décideurs est de gérer pour nous notre insertion dans cette division mondiale du travail, et de nous assurer de notre pouvoir d'achat en son sein. La tâche plutôt ingrate dévolue à nos ministres et à nos fonctionnaires est de gérer nos rapports complexes avec des personnes juridiques plus ou moins lointaines – pays, régions, grandes entreprises – dont nous attendons, au jour le jour, notre approvisionnement en matières premières, en énergie, en alimentation, en biens de consommation et en liquidités

financières. Raison pour laquelle, nous le constatons quotidiennement, les enjeux économiques globaux occupent la majeure partie des débats politiques domestiques.

2. Souveraineté et instrumentalisation

Depuis plusieurs siècles, les penseurs libéraux du « doux commerce » nous ont convaincu que ce maillage étroit et ouvert de liens commerciaux serait le remède aux conflits et aux guerres qui secouaient les nations d'ancien régime¹. La construction européenne illustre en effet cette idée : depuis plus de soixante ans, nous vivons en bonne intelligence entre anciens belligérants, parce que notre interdépendance commerciale au sein du grand marché intérieur européen nous y incite fortement.

Cependant, cette relative réussite ne doit pas occulter le constat d'un échec grandissant au niveau planétaire. Nous autres, Occidentaux, projetons parfois trop facilement nos « facilités » sur des peuples qui en sont totalement dépourvus. Nous interprétons le monde à travers des lunettes libérales et marchandes, comme si tout le monde avait le même accès que nous à la Grande Tuyauterie du marché mondial. Or, le constat planétaire est plutôt affligeant. Sous couvert de « libéralisation » des échanges, l'Occident opulent a *grosso modo* transformé à son avantage, et consolidé par des institutions telles que l'OMC, les canaux d'approvisionnement qui lui permettent d'« aspirer » et d'« attirer » la majorité des ressources alimentaires et énergétiques mondiales. Ce qui, par notre lorgnette idéologique, s'appelle libre-échange et marché mondial, prend un tout autre nom quand on le regarde sous l'angle des pays en développement : on devra plutôt parler d'*entreprise concertée d'accaparement des moyens matériels de survie par les puissances occidentales*, Europe et États-Unis en tête. Si l'on y ajoute l'émergence des hyper-puissances démographiques que sont la Chine, l'Inde et le Brésil, on constate inévitablement que le soi-disant « doux commerce » est surtout l'institutionnalisation d'asymétries profondes au sein de la division internationale du travail.

Certes, on peut défendre la thèse selon laquelle le monde est devenu fortement « multipolaire » quand on se focalise sur les secteurs industriels. Cependant,

¹ Voir notamment l'ouvrage classique d'Albert Hirschman, *Les passions et les intérêts : Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, tr. fr. de Pierre Andler, Paris, PUF, 1980, pour un exposé limpide de la doctrine du « doux commerce » et de ses présupposés anthropologiques.

quand on regarde deux grands secteurs de la survie de base – l’approvisionnement en nourriture et l’approvisionnement en énergie – on doit bien avouer que c’est la concentration et l’asymétrie qui dominent. Le « marché libre » ne l’est que pour ceux qui ont les moyens effectifs d’y accéder – et pour cela, il faut avoir derrière soi un appareil d’État qui se consacre à renforcer et sauvegarder le pouvoir d’achat de ses citoyens.

En bref, l’idée selon laquelle la « souveraineté » serait facilement obtenue en combinant la maximisation du pouvoir d’extraction et l’utilisation du pouvoir géopolitique – cette idée qui a guidé la formation même de l’Occident moderne, et dont nous profitons très, très largement aujourd’hui, est loin d’être la description d’un universel. La majorité des populations du globe, loin d’être souveraines en ce sens, sont en réalité *mises au service de « notre » souveraineté*. L’actuelle tendance à vouloir transformer des denrées alimentaires en matières premières énergétiques ne fait que renforcer cette mise au pas d’une majorité de la planète au service des soi-disant « besoins » d’une minorité.

3. Le défi de l’après-pétrole : Réduire les rythmes et les étendues

Un certain nombre d’économistes, soucieux de justice et d’égalité, croient encore aujourd’hui dans les vertus libératrices d’une intégration de tous au marché mondial. Dans la vision du « doux commerce » qui nous accompagne et nous structure depuis plusieurs siècles, on ne saurait leur donner tort. Après tout, pourquoi ne pas tenter de réformer de fond en comble l’OMC, ou de créer d’autres régulations du commerce mondial, tout en promouvant le « commerce équitable » ? Cela ne permettrait-il pas de rééquilibrer les immenses asymétries que notre voracité alimentaire et énergétique a engendrées ?

Je crois que cette vision d’un commerce mondial plus équilibré n’a de chances d’être crédible que si nous abandonnons, dans la foulée, le cœur même de ce qui nous fait aujourd’hui participer au commerce – à savoir, la compulsion rapace d’extraction, d’appropriation et de consommation. En effet, à quoi cela servirait-il de vouloir associer à *égalité* tous les peuples de la Terre – tous les pays, toutes les régions, toutes les villes, toutes les communautés – à une entreprise d’autodestruction à grande échelle ? Nous connaissons les chiffres : si chaque citoyen du monde élève son niveau de consommation alimentaire et énergétique au niveau actuel des citoyens des USA, il faudrait 6 ou même 9 planètes Terre ...

Il est étonnant que ce simple fait ne nous précipite pas dans une catatonie profonde. Car l'implication est évidente et radicale : au lieu d'intensifier des échanges mondiaux qui ne sont soutenable à court terme que par une destruction de notre planète à moyen terme, et au lieu de rêver pour tous une participation égale et « équitable » à cette intensification insoutenable, il faut d'urgence repenser et restructurer le câblage même de nos cerveaux.

Ce vaste commerce, réputé pacificateur et porteur de développement pour tous, n'a été rendu possible que par une matière première énergétique abondante et à bas prix, et cette matière première est en voie d'épuisement. La « parenthèse enchantée » de deux siècles d'expansion des échanges économiques planétaire est en passe de se refermer. Et avec elle, s'éloigne très probablement la vision d'une souveraineté alimentaire et énergétique de tous basée sur la division maximale du travail productif au niveau de la planète.

Il faut absolument lire les travaux troublants de Richard Heinberg². Ses thèses sont dérangeantes, mais elles ont le grand mérite de ne pas éluder les enjeux les plus difficiles auxquels l'humanité va d'urgence devoir faire face. Avec la fin prochaine du pétrole et face à l'impossibilité de le remplacer de façon équivalente par un arsenal d'énergies renouvelables (dont le ratio combustion/ performance reste très médiocre), deux données de base du modèle de développement par le marché mondial devront être remises en question : d'une part, l'idée que l'exportation massive de denrées produites localement peut permettre de gagner des devises qui rendront possibles des importations tout aussi massives de denrées produites au loin ; d'autre part, l'idée que grâce au maillage planétaire des flux commerciaux, l'ensemble de la planète pourra un beau jour, comme communauté unifiée et pacifiée, s'assurer une « souveraineté globale » alimentaire et énergétique.

Je ne défends pas le protectionnisme pour des raisons idéologiques. Simplement, la plus grande parcellisation des communautés de vie sera (Heinberg le souligne fortement) une conséquence inévitable de la fin de l'Âge du Pétrole. *Il faudra bien retrouver et revitaliser des réseaux d'échange et d'entraide plus locaux, réservant les ressources raréfiées en énergies fossiles aux flux d'échange réellement nécessaires, selon un principe de subsidiarité très strictement appliqué.* (Je ne parlerai pas ici des enjeux climatiques liés aux énergies fossiles,

² Richard Heinberg, *Pétrole : La fête est finie ! Avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier*, tr. fr. de Hervé Duval, Paris, Demi-Lune, 2008. Voir aussi, du même auteur, *Powerdown : Options and Actions for a Post-Carbon Society* (2004) et *Peak Everything : Waking Up to the Century of Decline in Earth's Resources* (2007), tous deux publiés par New Society Publishers (Gabriola Island, Canada).

qui ajoutent encore de l'eau au moulin de ceux qui pensent que l'après-pétrole est non seulement inéluctable mais même écologiquement souhaitable.)

Heinberg insiste sur le fait que deux dynamiques doivent se mettre en place d'urgence si l'humanité veut éviter un accroissement exponentiel des conflits alimentaires et énergétiques. D'une part, les nations les plus voraces – dont nous faisons manifestement partie – n'auront pas d'autre choix que de se contraindre à des stratégies de *powerdown*, c'est-à-dire de réduction drastique de la consommation d'énergie et d'alimentation par tête d'habitant ainsi que du nombre de têtes d'habitants – sans quoi la raréfaction des moyens de faire circuler les denrées et les matières premières sur la planète nous amènera à des impasses géopolitiques majeures. D'autre part, toutes les nations devront dans un avenir proche encourager la construction de « canots de sauvetage (*lifeboats*) » destinés à relocaliser et re-communautariser à des échelles infranationales les activités de production et d'échange économique.

Autolimitation de la consommation et relocalisation de la production sont, selon Heinberg, les deux seules voies ouvertes dans l'ère post-pétrolière pour reconquérir une véritable souveraineté alimentaire et énergétique. *Ce n'est que dans ce contexte de réduction des rythmes et des étendues que la recherche d'énergies renouvelables aura un sens.* Ces énergies ne sauraient, en effet, permettre à l'humanité de soutenir les rythmes et les étendues actuellement rendues possibles par les énergies fossiles.

Il ne s'agit pas de refuser par principe l'ouverture des communautés vers l'extérieur ou de prêcher un protectionnisme *a priori*. Il faut simplement reconnaître que *la construction ou la reconstruction de communautés locales résilientes* est une condition sine qua non pour la souveraineté à une époque où s'épuise (pour des raisons physiques objectives) le vieux modèle du citoyen-consommateur en quête d'accès aux réseaux planétaires d'approvisionnement.

L'une des implications majeures – et difficile – sera une nécessaire « ruralisation » des pays tant riches que pauvres, une inévitable désurbanisation et une résurgence de la paysannerie locale. Les taux de 2 ou 3% d'agriculteurs dans nos économies opulentes ne sont soutenables que grâce aux énergies fossiles abondantes et bon marché qui permettent la fertilisation chimique et le transport de longue distance. (Le commerce équitable, lui, ne promeut pas en tant que tel ce genre de relocalisation paysanne. Il veut permettre aux paysans locaux de s'insérer dans les grands « productoducs » globalisés.)

Une autre implication – encore plus difficile, celle-là – de la relocalisation résiliente sera la nécessité de combiner autolimitation de la consommation par tête

et autolimitation de la croissance démographique. L'idée selon laquelle l'agriculture intensive actuelle pourrait nourrir plus de 12 milliards d'êtres humains si les circuits d'accès aux denrées n'étaient pas bloqués par la rapacité et les guerres – cette idée est correcte sous l'hypothèse que la souveraineté alimentaire et énergétique peut être planétaire. Ceci requiert que le pétrole reste *le* moyen privilégié de se mouvoir, et que la mobilité planétaire des marchandises peut être conservée à son niveau actuel, voire même intensifiée encore. En revanche, si nous voulons une survie des populations sur des bases locales et resserrées, la question de la productivité des cultures paysannes sans adjonction d'hydrocarbures ne peut être séparée de la question de la réduction, à terme, du nombre de bouches à nourrir.

À défaut de pouvoir physiquement planétariser l'alimentation et de pouvoir l'arracher aux griffes de la logique du profit et de la rapacité (notamment dans le chef des secteurs capitaliste occidentaux de l'agroalimentaire et du pétrole) – à défaut de cela, donc, le pari de la relocalisation économique me semble le plus sensé à moyen et long terme.

4. L'économie et les pulsions humaines

Reste pourtant l'enjeu *existentiel* lié à l'économie, enjeu qui sous-tend tout. Pourquoi la découverte, au XIX^e siècle, de gisements abondants de charbon et de pétrole a-t-elle déclenché la vaste entreprise d'embrigadement économique que fut la Révolution industrielle ? Pourquoi celle-ci s'est-elle accompagnée, dans la foulée, d'une Révolution consumériste qui a porté au pinacle de la civilisation la compulsion de la croissance matérielle et l'obsession du « bien-être » ? Pourquoi notre productivisme et notre consumérisme nous ont-ils à ce point aveuglés que nous avons cru dur comme fer dans l'utopie d'un « marché mondial » dont les canaux d'approvisionnement et les circuits de mobilité accélérée nous apporteraient – à nous et à tout le monde – la prospérité et le bien-être ?

La réponse est simple mais un peu terrifiante. C'est notre subtile biochimie humaine qui nous joue collectivement des tours. *Notre cerveau reptilien et notre cerveau paléo-mammalien ne sont pas capables, même par l'intervention de notre cerveau néo-mammalien, ou néocortex, de renoncer aux pulsions d'accaparement et de sécurisation qui les structurent.* Cette idée a notamment été développée de

façon accessible et convaincante par Michael Dowd³. Le système économique planétaire que nous avons construit depuis deux siècles est, en fait, la réponse que le néocortex humain a trouvée pour permettre aux cerveaux primitif et limbique de perpétuer leur logique. La théorie du « doux commerce », adossée à une rationalisation asymétrique des flux d'échange réels, est ce que le néocortex occidental a trouvé pour justifier rationnellement l'exploitation brutale de la planète, au bénéfice des pulsions de protection et de possession de ses « co-cerveaux » plus primitifs.

Rien ne sert, en regard, de glorifier trop facilement les civilisations primitives ou les peuples plus pauvres. En effet, ces gens n'ont rien de plus à offrir que l'Occident puisqu'ils sont « câblés » neurologiquement de la même façon. Comme on le voit très clairement dans les actuels pays du Tiers-monde, chaque Africain et chaque Asiatique a, lui aussi, un accapareur capitaliste qui sommeille en lui et peut se réveiller dès que les conditions sont propices. L'histoire nous montre aussi que les Incas et les Aztèques n'ont pas été en reste, il y a plusieurs siècles, en termes de destruction de l'environnement⁴. La rapacité et la brutalité ne sont pas l'apanage ontologique de l'Occidental – mais il reste un fait qu'historiquement, c'est lui qui a, par le hasard de multiples causalités, « réussi » à développer le capitalisme planétarisé qu'il a ensuite imposé à tous les autres êtres humains, qui l'ont bien souvent accueilli avec intérêt⁵.

Laissé à lui seul, notre cerveau tri-unitaire a toutes les chances de nous fourvoyer dans le scénario-catastrophe d'une géopolitique du conflit pour les ressources alimentaires et énergétiques, que Heinberg appelle « *Last One Standing* » : le dernier à rester debout a gagné ... La critique du modèle dominant de développement ne peut pas très facilement se baser sur une glorification du passé « primitif » ou des soi-disant civilisations « écologiques » de notre temps. Plus précisément, si nous désirons prendre ces civilisations comme exemple et comme inspiration pour notre propre avenir, nous devons éviter de leur donner le blanc-seing d'une idéalisation trop hâtive.

³ Michael Dowd, *Thank God for Evolution : How the Marriage of Science and Religion Will Transform Your Life and Our World*, New York, Viking, 2008.

⁴ Voir notamment Jared Diamond, *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, tr. fr. d'Agnès Botz et Jean-Luc Fidel, Paris, Gallimard, 2006.

⁵ Voir Christian Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste : Pour une éthique existentielle de l'économie*, Paris, Éditions du Cerf, 2005, pour une analyse détaillée des soubassements existentiels de la logique capitaliste.

5. Réapprendre le progrès

Qu'est-ce, exactement, qui rend certains êtres humains capables de ne *pas* être dans l'accaparement, la négation de la nature et d'autrui, et dans la brutalité ? Certainement, la non-exposition au modèle occidental joue un rôle important ; mais cela ne nous est pas d'une grande aide, à nous, Occidentaux, qui sommes exposés à nous-mêmes sans relâche ...

Ce qui importe avant tout, c'est peut-être de se rendre compte que, tout comme dans le cerveau de chaque « primitif » sommeille un accapareur capitaliste-consumériste prêt à se réveiller, l'inverse est également vrai : dans le cerveau de chaque Occidental (ou assimilé) sommeille un « primitif » prêt à refaire confiance au milieu naturel et au dénuement matériel si les bonnes conditions sont réunies. *Paradoxalement, le « progrès » aujourd'hui pourrait signifier que nous devons nous réapproprier les qualités des primitifs tout en sachant très clairement pourquoi nous, qui avons aussi été primitifs, nous en sommes éloignés.*

En termes de souveraineté, cela signifie que nous devons, à travers ce que certains aujourd'hui appellent une « évolution consciente » (ce qui est quelque chose d'inédit dans toute l'histoire du genre humain), créer lucidement et volontairement des communautés de vie locales résilientes, à forte cohérence interne et à forte autosuffisance alimentaire et énergétique, tout en n'excluant pas la « mise en réseau » de ces communautés locales dans le cadre d'échanges économiques minimaux et nécessaires. La dynamique actuelle des « villes en transition », qui a débuté au Royaume-Uni il y a trois ans sous l'impulsion de Rob Hopkins ⁶, et qui prend tout doucement racine en Europe continentale, offre une inspiration possible. De telles communautés n'auront de « primitif » que l'inspiration, justement ; mais elles seront, forcément, tout sauf primitives en ce qu'elles seront issues d'une prise en main de leur destin collectif par des citoyens qui sont à des années-lumière des modes de vie primitifs.

On pourra parler de « néo-primitivisme » ou de « néo-tribalisme » si l'on veut, mais il ne faudra jamais perdre de vue qu'il s'agit avant tout d'un *réapprentissage, dans un cadre hypermoderne, de compétences individuelles et collectives primitives et pré-modernes* : agriculture extensive et biologique, autosuffisance en termes de métiers disponibles sur place, réduction massive de la consommation énergétique et de l'empreinte écologique de chaque personne et de la communauté dans son ensemble, etc.

⁶ Rob Hopkins, *The Transition Handbook : From Oil Dependency to Local Resilience*, Totnes, Green Books, 2008.

La souveraineté alimentaire des communautés primitives d'antan, qui n'était pas construite artificiellement mais qui résultait de leur situation matérielle, n'a été détruite qu'à cause du mythe d'un marché régional, puis national, puis international, puis mondial censé suppléer, par des échanges mobiles, lointains et très énergivores, à l'autosuffisance locale. Retrouver aujourd'hui cette souveraineté primitive dans l'après-pétrole (donc dans la pleine conscience d'une nécessité rationnelle), c'est *devoir avant tout renoncer à une certaine idée que nous nous faisons de notre « droit » inconditionnel à la « diversité » et donc à l'importation/ exportation massive*. Ce renoncement n'a de chances d'avoir lieu que si notre néocortex se déconnecte des pulsions ancestrales de nos deux cerveaux plus primitifs et trouve un moyen de nous faire vivre autrement nos angoisses profondes de manque et de fragilité.

En fin de compte, je crois que l'enjeu de base de la souveraineté alimentaire et énergétique dans l'après-capitalisme post-pétrolier est un enjeu *proprement spirituel*. Non pas « religieux » au sens restreint de ce mot, mais spirituel au sens radical. Vivre nos angoisses profondes de manque et de fragilité à contre-courant du capitalisme mondialisé, consentir à la fabrication consciente de communautés locales solidaires et résilientes, admettre la nécessité d'une simplification de nos modes de consommation et d'une diminution drastique de notre pression démographique – tout cela requiert de très profonds changements aussi bien individuels que collectifs, aussi bien éthiques que politiques⁷. Et sans une mutation tout aussi profonde de notre rapport à l'existence – de notre rapport à la finitude, à la fragilité et finalement à la mortalité – nous ne parviendrons pas à « convertir » notre néocortex, à le déconnecter des couches reptiliennes et mammaliennes de nos cerveaux, et à en faire un outil pour dépasser l'accaparement. Nous resterons alors bloqués dans la dynamique anthropologique déjà connue, qui a progressivement transformé les humains primitifs en des capitalistes potentiels, dont certains (nos ancêtres occidentaux en premier) sont devenus des capitalistes consuméristes bien réels.

Aller vers une nouvelle souveraineté alimentaire et énergétique, c'est accepter de se déconnecter de la Grande Tuyauterie globalisée ; c'est chercher à reconstruire des tissus locaux d'approvisionnement et de production, plus modestes et plus immédiats. C'est aussi changer consciemment d'humanité, faire

⁷ Voir Christian Arnspenger, *Éthique de l'existence post-capitaliste : Pour un militantisme existentiel*, Paris, Éditions du Cerf, 2009, pour une analyse détaillée des changements éthiques et politiques susceptibles de rendre possible notre évolution au-delà du capitalisme.

évoluer consciemment notre appareil cérébral, pour la première fois dans notre longue marche sur cette Terre.